



CONSEIL MUNICIPAL

MERCREDI 13 DECMEBRE 2023 – 20H00

COMPTE RENDU DE SEANCE

Ouverture de la séance : 20h

Etaient présents : Arnaud SAVOIE, Stéphane PITOUT, Gérard MAGNET, Aurélien BERRETTONI, Magali BACLE, Frédéric LOGEZ, Laurence CHIRAT, Marie-Pierre DUPRE LATOUR, Etienne FLEURY, Sylviane LAFONT, Anne-Sophie DEVAUX, Nicolas TRICCA, Isabelle BRAILLON, David ZERATHE, Mélanie BRENIER, Malo TRICCA, Daniel ABAD, Bernard CHATAIN, Catherine CERRO, Marie-France PILLOT, Mélanie TRAVIER, Monique TALEB, Marie-Claude PHILIPPE, Brice DEVIF

Membres absents ayant donné pouvoir : Sylvie BROYER donne pouvoir à Bernard CHATAIN

Membres absents excusés Véronique AVENAS

Secrétaire : Gérard MAGNET

Madame TALEB indique que Monsieur MAGNET a quitté la séance avant la fin du conseil municipal et que cela n'a pas été transcrit au compte-rendu.

Le compte-rendu de la séance du Conseil municipal du Mercredi 08 novembre 2023 est adopté à 20 voix pour et 5 voix contre.

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance Gérard MAGNET.

2023-12-13/01 : Maintien ou non des fonctions de 5^{ème} adjoint au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-18 et L.2122-20,

Vu la délibération n°2020-05-25/01 en date du 25 mai 2020 portant sur l'installation du Conseil municipal, l'élection du Maire, la détermination du nombre d'adjoints et l'élection des adjoints,

Vu l'arrêté n°57-2023 portant délégation de fonctions à un adjoint, Monsieur Frédéric LOGEZ, dans les domaines suivants : Finances, Marchés publics, Performance du service public,

Vu l'arrêté du Maire n°186-2023 portant retrait des délégations à un adjoint,

Considérant qu'il est nécessaire de préserver la bonne marche de l'administration municipale,

Considérant qu'aux termes de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions,

Il est demandé au Conseil Municipal :

- De prendre acte du retrait des délégations de fonction à Monsieur Frédéric LOGEZ, adjoint au Maire
- De se prononcer sur la nature du scrutin public ou secret
- De décider du maintien ou non des fonctions de Monsieur Frédéric LOGEZ en tant qu'adjoint au Maire.

Monsieur LOGEZ indique que Monsieur le Maire motive sa décision de lui ôter ses délégations suite à un comportement inadmissible lors d'un précédent bureau : menaces verbales à l'encontre du délégué au sport, précédées de comportements inappropriés envers des agents. Il interroge le Maire sur les motifs indiqués et demande de justifier en quoi cela était des menaces physiques ou verbales.

Monsieur ZERATHE intervient, s'en suit un échange tendu entre messieurs LOGEZ et ZERATHE.

Monsieur le Maire rappelle les faits : la menace verbale est contenue dans la phrase « vient, on va s'expliquer dehors » et plusieurs points avaient été relayés par différentes personnes depuis plusieurs mois.

Madame TRAVIER indique que n'ayant pas pris part aux événements, elle ne souhaite pas prendre part au vote.

Par courrier en date du 24/01/2023, Monsieur LOGEZ demande à ce que le compte-rendu soit modifié :

Monsieur LOGEZ indique que Monsieur ZERATHE lui a fait la remarque selon laquelle il ne devrait même pas parler. Monsieur le Maire a demandé à Monsieur ZERATHE de laisser librement parler Monsieur LOGEZ, comme tout membre de l'assemblée délibérante. Monsieur LOGEZ indique que la plainte déposée par Monsieur TRICCA ayant été classée sans suite, l'accusation de menace verbale est invalidée. Monsieur le Maire indique que la même phrase à l'encontre de Monsieur TRICCA a été formulée plusieurs fois par Monsieur LOGEZ, ce que ce dernier conteste. Monsieur le Maire indique avoir également fait l'objet de propos agressifs. Monsieur LOGEZ rapporte avoir dit au Maire « tais toi », ce que Monsieur ZERATHE considère comme insultant. Monsieur LOGEZ interroge Monsieur ZERATHE sur sa qualité de juriste.

Monsieur LOGEZ juge inacceptable la formule « plusieurs points avaient été relayés par différentes personnes depuis plusieurs mois ».

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à 11 voix pour, 4 voix contre et 10 abstentions,

PREND ACTE du retrait des délégations de fonction à Monsieur Frédéric LOGEZ, adjoint au Maire,

DECIDE de se prononcer par le biais d'un scrutin public,

DECIDE de faire cesser les fonctions de Monsieur Frédéric LOGEZ en tant qu'adjoint au Maire.

2023-12-13/02 : Détermination du nombre d'adjoints au Maire et fixation de l'ordre du tableau

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-1 et L.2121-2,
Vu la délibération n°2020-05-25/01 en date du 25 mai 2020 portant sur l'installation du Conseil municipal, l'élection du Maire, la détermination du nombre d'adjoints et l'élection des adjoints,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 25 mai 2020,

Vu la délibération n°2023-03-28/11 en date du 28 mars 2023 portant suppression du poste de 3^{ème} adjoint et fixant le nombre d'adjoints au Maire à 6,

Vu la délibération n°2023-12-13/01 en date du 13 décembre 2023, prenant acte du retrait de l'ensemble des délégations de fonctions et de signatures au 5^{ème} adjoint au Maire et décidant de ne pas le maintenir dans ses fonctions d'adjoint au Maire,

Considérant qu'un poste d'adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle détermination du nombre d'adjoints,

Monsieur le Maire propose que le débat autour des délégations soit reporté en début d'année 2024.

Monsieur PITOUT demande à ce que les délégations abandonnées soient reprises au plus vite.

Monsieur le Maire précise qu'il assurera dans un premier temps l'interim afin d'éviter une vacance dans ces délégations. Une commission finances s'est notamment tenue ce lundi 11 décembre.

Monsieur le Maire indique que la note de synthèse reçue par les membres du conseil municipal mentionne plusieurs options pour certaines délibérations afin que chacun ait connaissance des options possible. Il précise qu'un point ne peut être valablement délibéré que s'il a été inscrit à l'ordre du jour du conseil municipal.

Madame CERRO demande si l'élu qui ne serait pas maintenu adjoint demeurerait conseiller municipal.

Monsieur LOGEZ répond par l'affirmative.

Monsieur PITOUT indique avoir posé à l'accueil de la mairie copie de la lettre de démission de son poste d'adjoint qu'il a envoyé à la Préfecture et demande confirmation de réception.

Madame BRENIER insiste sur le fait que la lettre de démission doit être envoyée en courrier recommandé au Préfet pour que cet acte soit officialisé.

Monsieur CHATAIN demande la parole. Il expose qu'il n'ambitionne pas de reprendre les rênes de la commune durant cette fin de mandat, mais, fort de son expérience de conseiller municipal, il propose d'apporter son aide à l'équipe municipale dont il constate des dysfonctionnements : 10 à 12 démissions d'élus et autant de personnel, le départ de deux adjoints majeurs aux finances et à l'urbanisme, ce qui engendre une perte de compétences. Cette situation est inacceptable pour les élus, les agents et les Jarréziens. Monsieur CHATAIN indique qu'il manque de travail en équipe, de commissions générales. Monsieur CHATAIN expose que son expérience lui donne la légitimité de proposer son aide pour terminer le mandat normalement. Il fera, dans les jours qui viennent, des propositions précises, dénuées de toute arrière-pensée politique. La place du Maire ne sera absolument pas remise en question, ni sa qualité de président de toutes les commissions municipales.

Monsieur MAGNET rappelle les réalisations qui ont été faites depuis trois ans, malgré les dysfonctionnements.

Monsieur le Maire expose que, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires, les conseillers municipaux ont tous été élus pour l'intérêt général, ce qui oblige à trouver une organisation efficace pour travailler sur les deux ans qui restent à satisfaire les Jarréziens dans un climat apaisé.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à 20 voix pour et 5 abstentions,

SUPPRIME le poste de 5^{ème} adjoint,

MODIFIE le nombre d'adjoints au Maire et le réduit à cinq,

PROMEUT d'un rang chacun des adjoints d'un rang inférieur à celui de l'adjoint qui a cessé ses fonctions

FIXE en conséquence l'ordre du tableau du conseil municipal tel qu'annexé à la présente délibération.

2023-12-13/03 : Indemnités des élus – Modification de la répartition

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24-1 et R.2123-23,

Vu la délibération n°2020-05-25/01 en date du 25 mai 2020 portant sur l'installation du Conseil municipal, l'élection du Maire, la détermination du nombre d'adjoints et l'élection des adjoints,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 25 mai 2020,

Vu la délibération n°2021-12-16/03 en date du 16 décembre 2021 fixant les indemnités de fonction des élus,

Vu la délibération n°2023-02-22/04 en date du 22 février 2023 fixant les indemnités de fonction des élus,

Vu la délibération n°2023-03-28/12 en date du 28 mars 2023 portant modification de la répartition des indemnités des élus,

Considérant que l'article L2123 du Code général des collectivités territoriales fixe le montant de l'indemnité allouée au titre de l'exercice des fonctions de maire,

Pour la commune de Soucieu-en-Jarrest, comprise dans la tranche de population municipale allant de 3 500 à 9 999 habitants, le taux de l'indemnité attribuée au maire est de 55% de l'indice brut terminal de la fonction publique, sauf demande expresse de sa part de ne pas bénéficier de ce taux maximum,

Considérant l'absence de demande expresse de Monsieur le Maire de ne pas bénéficier du taux maximum,

Considérant que les articles L.2123-24 et L.2123-24-1 du Code général des collectivités territoriales fixent les taux maximum des indemnités de fonction susceptibles d'être versées aux adjoints et aux conseillers municipaux et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités allouées aux adjoints et aux conseillers municipaux,

Considérant que la commune, suite au recensement de la population, compte 4 598 habitants en 2020 (population totale),

Considérant qu'il convient d'approuver les taux des indemnités de fonction des adjoints et des conseillers municipaux délégués,

Vu la délibération n°2023-12-13/01 en date du 13 décembre 2023, prenant acte du retrait de l'ensemble des délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Frédéric LOGEZ, adjoint au Maire et décidant de ne pas le maintenir dans ses fonctions d'adjoint au Maire,

Vu la délibération n°2023-12-13/02 en date du 13 décembre 2023 portant suppression du poste de 5^{ème} adjoint au Maire,

Considérant qu'il convient donc d'approuver la nouvelle répartition des taux d'indemnité de fonction des élus,

Ainsi, l'enveloppe globale est ainsi calculée :

- Maire : 55 % de l'indice brut 1027 = 2 214,04 euros mensuel
- Adjoints : 22 % de l'indice brut 1027 x 5 adjoints = 4 428,08 euros mensuel

Les taux fixés par délibération n°2023-03-28/12 conduisent à l'octroi d'indemnités inférieures au montant défini dans l'enveloppe globale calculée ci-dessus. La délibération précitée est modifiée sur l'attribution des indemnités de fonction et la définition de l'enveloppe globale.

Madame BACLE précise que le calcul de l'enveloppe des indemnités évolue selon le nombre d'adjoints, ce qui rend nécessaire une nouvelle délibération.

Monsieur PITOUT conteste le fait d'être considéré comme adjoint alors qu'il a démissionné.

Madame BRENIER insiste sur le fait que la démission n'est pas officielle puisque non actée par la Préfecture.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à 20 voix pour et 5 abstentions,

PREND ACTE de l'absence de demande expresse du Maire visant à ne pas bénéficier du taux maximum à hauteur de 55% de l'indice brut terminal de la fonction publique,

PREND ACTE de la demande expresse de deux des quatre conseillers municipaux délégués de ne pas bénéficier d'indemnités de fonction,

DECIDE que le montant des indemnités de fonction des adjoints et conseillers municipaux est fixé aux taux suivants (cf. tableau de répartition des indemnités joint en annexe à la délibération), dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux Maires et aux adjoints par les articles précités, c'est-à-dire : indemnité maximum allouée au Maire (55%) + indemnité maximum allouée aux adjoints (55% x 5 adjoints), soit 165% de l'indice brut terminal de la fonction publique,

A compter du 18 décembre 2023 :

Calcul de l'enveloppe globale			
	Indemnités exprimées en % de l'indice brut terminal de la fonction publique	Nombre d'élus	Total
Maire	55 %	X 1	55 %
Adjointes	22 %	X 5	110 %
Total général			165 %

Indemnités de fonction			
	Indemnités exprimées en % de l'indice brut terminal de la fonction publique	Nombre d'élus	Total
Maire	55 %	X 1	55,000 %
Adjointes	15,427 %	X 5	77,135 %
Conseiller délégué 1	15,427 %	X 1	15,427 %
Conseillers délégués 2 et 3	0,00 %	X 2	0,000 %
Conseiller délégué 4	2,500 %	X 1	2,500 %
Total général			150,062 %

PRECISE que le montant maximum des crédits ouverts au budget de la commune pour le financement des indemnités de fonctions du Maire, des adjoints et de conseillers municipaux est inférieur au montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints,

ADOpte le tableau des indemnités de fonction allouées aux élus annexé à la présente délibération, établi en application de l'article L.2123-20-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, à compter du 25 mai 2020 pour le Maire, à compter du 23 février 2023 pour les adjoints et les trois premiers conseillers municipaux délégués et à compter du 13 novembre pour le quatrième conseiller municipal délégué,

PRECISE que les indemnités de fonction seront payées mensuellement,

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts à l'article 6531.

FINANCES

2023-12-13/04 : Décision modificative n°4

Monsieur le Maire expose :

L'instruction budgétaire et comptable M14, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1997, autorise le conseil municipal à corriger le budget primitif afin de tenir compte des événements de toutes natures qui modifient les prévisions faites.

Toutefois, les corrections qui peuvent intervenir s'effectuent dans le respect des principes relatifs à la préparation, au vote et à l'équilibre du budget.

Cette décision budgétaire modificative n°4 concerne les points suivants :

Section d'investissement

- Régularisation des comptes sur des opérations d'ordres dans le cadre des amortissements : 2 540.00 €
- Régularisation sur les dépenses des emprunts : 272.52 €
- Opération 326 – Construction restaurant scolaire, suite aux levées de réserves tardives et aux révisions de prix sur 2 lots : 3 830.08 €

Chapitre	Compte	Libellé	Recettes	Dépenses
----------	--------	---------	----------	----------

040	2804421	Sub d'investissement	- 2 897.00€	
040	2804422	Sub d'investissement	2 897.00 €	
040	28183-0	Amort Matériel informatique	24.00 €	
040	28188-0	Amort Immo corporelles	2 516.00 €	
10	10226	Taxe d'aménagement	- 2 540.00 €	
16	1641	Emprunt		272.52 €
20	202	Frais réalisation doc urba		-4 102.60 €
23	2313	Construction		3 830.08 €
Total			0.00€	0.00 €

Section de fonctionnement

- Régularisation des comptes sur des opérations d'ordres dans le cadre des amortissements 2 540.00 €
- Régularisation sur des dépenses des emprunts 6 751.19 €
- Régularisation pour versement intérêts moratoires 100.96 €

Chapitre	Compte	Libellé	Recettes	Dépenses
022	020	Dépenses imprévues		- 6852.15 €
042	6811	Dotation aux amortissement		2 540.00 €
66	66111	Intérêts réglés		6 751.19 €
66	6711	Intérêts moratoires		100.96 €
67	6712	Amendes et charges fiscales		- 2 540.00 €
TOTAL			0.00 €	0.00 €

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son livre III relatif aux finances communales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération n°2023-03-28/06 du 28 mars 2023 portant approbation du budget primitif 2023,

Vu les délibérations n°2023-06-28/02, n°2023-09-20/04 et n°2023-11-08/06 portant approbation des décisions modificatives n°1, 2 et 3,

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

APPROUVE la décision modificative n°4 du budget communal 2023,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2023-12-13/05 : Autorisation d'engagement des dépenses d'investissement préalable au vote du budget 2024

Monsieur le Maire expose :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour la section d'investissement, l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales précise qu'en dehors des dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget et des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, une autorisation du Conseil Municipal est obligatoire pour procéder à des engagements de dépenses avant le vote du budget primitif.

Cette autorisation vise à permettre de gérer au mieux les affaires courantes et de réaliser les investissements indispensables au bon fonctionnement des services, dont le besoin peut intervenir avant le vote du budget primitif pour 2024.

Le montant éligible à prendre en compte correspond à :

- La somme des crédits ouverts à la section d'investissement du budget primitif N-1 (BP), des budgets supplémentaires (BS) et des décisions modificatives (DM) prises au cours de l'année écoulée
- déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser (RAR), des reports et des dépenses imprévues ([article L.2322-2 du CGCT](#))

Il convient donc d'ouvrir les crédits d'investissement nécessaires. Il est proposé de porter cette ouverture anticipée de crédit d'investissement pour 2024 à hauteur de 25 % des crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2023.

Ces ouvertures de crédits constituent des plafonds d'engagement de la collectivité, dans l'attente du vote du budget 2024, qui précisera les montants de l'exercice budgétaire et les projets financés.

Ainsi, il est proposé d'autoriser les dépenses d'investissement de la commune dans la limite par chapitres budgétaires précisée dans le corps du rapport.

Chapitre		BP 2023	25 %
20 hors opérations		110 000.00 €	27 500.00 €
204 hors opérations		40 150.00 €	10 037.50 €
21 hors opérations		983 253.48 €	245 813.37 €
Opé 326	23	38 330.08 €	9 582.52 €
Opé 328	23	23 383.00 €	5 845.73 €
Opé 330	21	237 786.00 €	59 446.50 €
TOTAL		1 432 902.48 €	358 225.62 €

Vu les articles L2121-29, L2121-1 à L2121-23, R2121-9 et R2121-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui concernent le conseil municipal et ses modalités de fonctionnement ;

Vu l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Considérant le vote du budget primitif 2023 au premier trimestre 2023 et le besoin de réaliser les investissements indispensables au bon fonctionnement des services ;

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts (hors restes à réaliser) au budget primitif de l'exercice 2023 dans l'attente de l'adoption du budget primitif 2024.

2023-12-13/06 : Règlement budgétaire et financier

Monsieur le Maire expose :

Par délibération n°2023-11-08/04 en date du 8 novembre 2023, le conseil municipal a adopté le référentiel M57 à compter du 1^{er} janvier 2024 pour le budget principal.

Cette nomenclature prévoit l'instauration d'un Règlement Budgétaire et Financier (R.B.F), annexé à la présente délibération.

Ce R.B.F a pour objet de formaliser les principales règles budgétaires et comptables et permet de regrouper dans un document unique les règles fondamentales auxquelles sont soumis l'ensemble des acteurs intervenant dans le cycle budgétaire. Il fixe obligatoirement :

- Les modalités de gestion interne des Autorisations de Programme (AP), des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiement (CP) y afférant dans le respect du cadre prévu par la réglementation. A ce titre, il fixe les règles de caducité des AP et des AE, hormis pour les AP et les AE de dépenses imprévues qui deviennent obligatoirement caduques en fin d'exercice ;
- Les modalités d'information du Conseil Municipal sur la gestion des engagements pluriannuels au cours de l'exercice (Budget Primitif, Budget Supplémentaire, Décisions Modificatives).

En tant que document de référence, il a pour principal objectif de renforcer la cohérence et l'harmonisation des pratiques de gestion. Le présent règlement assure la permanence des méthodes et la sécurisation des procédures.

Valable pour la durée de la mandature, il pourra être actualisé en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L-5217-10-8 ;
Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 106 ;
Vu la loi 2018-1317 portant loi de finances pour l'année 2019 et notamment son article 242 ;
Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
Vu la délibération n°2023-11-08/04 en date du 08 novembre 2023 ;

Monsieur ZERATHE insiste sur l'importance de ce document formel qui permet à la collectivité de définir la manière dont on veut utiliser l'outil comptable. Il propose que ce document soit retravaillé en commission finances.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

ADOpte le Règlement Budgétaire et Financier annexé à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

RESSOURCES HUMAINS

2024-12-13/07 : Annule et remplace la délibération n°2023-11-08/12 portant sur le recensement de la population – création d'emplois vacataires d'agents recenseurs

Monsieur le Maire expose :

Vu le Livre 1er du Code Général de la Fonction Publique portant droits, obligations et protections des fonctionnaires ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires ;

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002, notamment son article 1er, portant création d'un traitement automatisé d'informations individuelles relatif à la constitution et à la mise à jour par l'INSEE du Répertoire d'immeubles localisés (RIL) ;

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V ;

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 modifié relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n°2003-561 du 23 Juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population.

Considérant que suite à un redécoupage des districts, il convient de modifier le nombre d'agents recenseurs pour la campagne 2024.

Considérant que les communes de moins de 10 000 habitants sont recensées tous les 5 ans. C'est dans ce cadre que la commune de Soucieu-en-Jarrest, doit selon sa strate démographique procéder au recensement.

En 2024, la collecte auprès des habitants aura lieu du 18 janvier au 17 février 2024. Ce travail est mené en collaboration avec les agents de l'INSEE et une dotation de l'Etat compensera pour partie les frais engagés dans ce cadre par la commune.

Pour le mener à bien, la Commune doit recruter des agents recenseurs pour opérer sur le terrain. Ainsi huit (selon les recommandations de l'INSEE, un agent recenseur se voit généralement attribuer un échantillon d'environ 250 logements) agents recenseurs seront recrutés d'ici la fin de l'année, en application des dispositions de l'article L.332-23 du Code Général de la Fonction Publique référencé ci-dessus

Leur rémunération est déterminée par la Commune. Aussi, il est proposé de fixer la rémunération brute des agents recenseurs de la manière suivante :

- Tournée de reconnaissance : forfait de 50 € par demi-journée (maxi 4).
- Feuille de logement collectée (y compris les feuilles de logement non enquêtées) : 1.00 € par feuille de logement.
- Bulletin individuel collecté : 2.00 € par bulletin individuel.
- Séance de formation : 50 € par séance de formation (2 demi-journées).
- Indemnité de déplacement : forfait de 120 €.

En contrepartie, la Commune percevra une dotation forfaitaire allouée par l'Etat au titre des opérations de recensement en fonction de la population des logements et d'un taux de réponse moyen par internet.

Monsieur PITOUT demande si les indemnités de déplacements sont allouées même si la personne réside sur la commune.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit d'un montant forfaitaire, indépendant du lieu de résidence.

Monsieur PITOUT demande combien d'agents restent à recruter.

Monsieur le Maire répond qu'il reste 4 agents à recruter sur les 8 postes à ouvrir.

Madame PILLOT note une erreur de chiffrage dans la note de synthèse.

Le Conseil municipal, oui cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

CREE huit emplois d'agents recenseurs vacataires, du 2 janvier 2024 au 29 février 2024, en application des dispositions de l'article L.332-23 du Code Général de la Fonction Publique,

FIXE la rémunération brute de ces agents recenseurs sur la base des tarifs suivants :

- Tournée de reconnaissance : forfait de 50 € par demi-journée (maxi 4).
- Feuille de logement collectée (y compris les feuilles de logement non enquêtées) : 1.00 € par feuille de logement.
- Bulletin individuel collecté : 2.00 € par bulletin individuel.
- Séance de formation : 50 € par séance de formation (2 demi-journées).
- Indemnité de déplacement : forfait de 120 €.

D'imputer ces dépenses sur le budget de fonctionnement de la Commune 2024, au chapitre 012,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024-12-13/08 : Octroi des titres restaurant aux agents de la commune et du CCAS et adhésion au contrat-cadre « titres restaurant et prestations d'action sociale » du CDG69

Monsieur le Maire expose :

Les prestations d'action sociale au bénéfice des agents des collectivités et établissements publics de la Fonction Publique Territoriale représentent une dépense obligatoire. Les employeurs peuvent gérer directement les prestations qu'elles versent à leurs agents. Elles peuvent également confier la gestion de tout ou partie de ces prestations à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Au terme d'une procédure de mise en concurrence, le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) a conclu un contrat-cadre « Titres restaurant et prestations d'action sociale » pour le compte des collectivités et les établissements du département du Rhône et de la Métropole de Lyon qui le souhaitent. Les trois lots qui le composent et les attributaires retenus sont les suivants :

- Lot titres restaurant : EDENRED
- Lot chèques emploi service universel (CESU) : SODEXO
- Lot chèques cadeaux : EDENRED

Les employeurs du Rhône et de la Métropole de Lyon peuvent adhérer à ce contrat-cadre par délibération après conclusion d'une convention avec le cdg69.

Cette adhésion donne lieu à une participation pour la durée de validité du contrat-cadre versée une seule fois au moment de l'adhésion, quelle que soit la ou les prestations choisie(s).

Le montant prévisionnel des dépenses annuelles correspondantes (prestations versées aux agents) est estimé à 28 336.00 €.

- Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre III « Action sociale » et les articles L731-1 et suivants,
- Vu les règlements URSSAF en matière d'action sociale,
- Vu la délibération n°2023-27 du 19/06/2023 par laquelle le conseil d'administration du cdg69 fixe le montant des droits d'entrée pour la période comprise entre le 01/01/2024 et le 31/12/2027 et approuve la convention type d'adhésion des collectivités et établissements au contrat-cadre « titres restaurant et prestations d'action sociale »,
- Vu l'avis du Comité Social territorial en date du 11 décembre 2023,
- Considérant la volonté de la collectivité d'intégrer l'accord-cadre n°2023-03 passé par le cdg69 ;
- Considérant que cette adhésion permet de bénéficier de la fourniture, du conditionnement et de la livraison de titres restaurant pour les agents,
- Considérant que la commune détermine le type des actions et le montant des dépenses que la collectivité entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale,
- Considérant que la qualification d'action sociale ne peut être retenue que si les prestations présentent des caractéristiques garantissant leur vocation sociale, et que leurs conditions d'octroi les rendent accessibles à l'ensemble des agents, en particulier ceux à revenu modeste,

Considérant que l'effectif de la collectivité au moment de l'adhésion est de 50 agents.

Il est proposé :

Article 1 : d'adhérer aux lots suivants du contrat-cadre « Titres restaurant et prestations d'actions sociales » du Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) à compter du 01/01/2024 et pour la durée du contrat, jusqu'au 31/12/2027 :

- ☒ Lot 1 : titres restaurants
- ☐ Lot 2 : CESU
- ☐ Lot 3 : chèques cadeaux

Article 2 : d'attribuer des titres restaurant aux agents de la collectivité selon les conditions d'attribution cités dans la délibération portant sur la mise en œuvre des tickets restaurant comme suit :

- ✓ Valeur faciale : 8.00 €
- ✓ Prise en charge par l'employeur : 50 %
- ✓ Prise en charge par l'agent : 50 %

Article 3 : le montant de la participation financière, correspondant aux droits d'entrée dans le contrat cadre, fixé à 500 € et versé au moment de l'adhésion à un ou plusieurs lots pour la totalité de la durée du contrat.

Article 4 : L'ensemble des agents titulaires, stagiaires, contractuels (privés ou publics) de la commune bénéficieront des titres-restaurant dès lors que ces derniers ne disposent sur le lieu de travail d'un service de restauration collective.

Sont concernés les agents à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Les agents recrutés en qualité de saisonnier ou le personnel effectuant un stage rémunéré au sein de la collectivité ne pourront bénéficier des titres-restaurant que sous réserve le contrat excède une durée de trois mois.

En revanche, les agents vacataires et les agents recrutés pour un remplacement d'un agent indisponible pour raisons de santé ne pourront bénéficier des titres restaurant, sauf les arrêts se prolongeant au-delà de six mois.

Article 5 : Conformément au code du travail, il ne peut être attribué qu'un seul titre-restaurant par jour travaillé en présentiel ou télétravail. (art. R. 3262-7).

Par ailleurs, le temps de pause méridienne devant être compris dans l'horaires de travail journalier, seuls les agents qui effectuent au minimum 6 heures de travail effectif par jour, avec une pause d'une durée d'au moins 20 minutes, bénéficieront d'un titre restaurant par jour de travail.

Par exemple, pour un agent dont la plage méridienne est fixée de 12h00 à 13h30 :

- ✓ 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 : titre attribuable
- ✓ 08h00 à 12h30 : titre non attribuable

- ✓ 7h15 – 11h45 : titre non attribuable
- ✓ 6h30 – 13h30 : titre attribuable

Par ailleurs, les titres ne peuvent être remis que pour les seules journées effectives de travail.

Le nombre de titres restaurant sera donc diminué des absences suivantes :

- ✓ les congés maladie ou liés à un accident de service, longue maladie, longue durée, grave maladie ;
- ✓ les congés de maternité, de paternité, d'adoption ou d'accueil ;
- ✓ les congés annuels, ARTT, jours pris sur CET et repos compensateurs ;
- ✓ les décharges syndicales ;
- ✓ les autorisations exceptionnelles d'absence liées à des événements familiaux, de la vie courante, examens ou concours.

En outre, le nombre de titres-restaurant sera diminué du nombre de repas totalement ou partiellement pris en charge par la collectivité ou un autre organisme.

Sont donc décomptés à ce titre :

- ✓ Les journées de formations dès lors qu'une prise en charge des repas est assurée par l'organisme de formation ;
- ✓ Les repas pris en charge via une note de frais.

Article 6 : Le bénéfice des titres restaurant est facultatif, chaque agent remplissant les conditions est libre d'adhérer ou non au dispositif.

Un formulaire d'adhésion sera transmis à l'agent afin de recueillir sa volonté de bénéficier des titres-restaurant. Elle est valable pour une année civile complète, du 1^{er} janvier au 31 décembre, renouvelée tacitement. Dans le cas où l'agent ne souhaite pas renouveler son adhésion, il devra transmettre sa demande par écrit au plus tard le 31 octobre de l'année N au service des Ressources Humaines.

Un délai de carence de 6 mois est appliqué entre une demande de résiliation et une nouvelle adhésion présentée par le même agent.

En cas de refus du dispositif ou de résiliation, l'agent ne pourra prétendre à aucune compensation financière correspondante.

Le nombre de tickets distribué à l'agent sera celui auquel il peut prétendre compte tenu de ses droits effectifs au titre des présences constatées au mois de M-1.

Article 7 : Le forfait mensuel, le nombre de titres restaurant autorisés est en fonction du nombre de jours de présence effective de l'agent.

Pour chaque jour d'absence (une demi-journée étant comptée comme un jour entier), un ticket sera déduit du solde mensuel.

Les absences ci-dessus mentionnées suppriment l'attribution journalière du titre restaurant.

Chaque agent signera personnellement un état récapitulatif le nombre de tickets crédités sur la carte. Ce nombre tickets prendra en compte les absences du mois précédent.

Chaque agent est entièrement responsable de l'utilisation de ses titres restaurant. La collectivité décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol.

Madame BRENIER demande si les agents du pôle enfance auront droit aux titres restaurant.

Madame CHIRAT indique que ce droit ne pourra être ouvert qu'aux agents qui travaillent au moins 6 heures par jour.

Monsieur LOGEZ précise que cette mesure ne concerne pas plus des deux tiers des agents. Il rappelle que cette mesure avait été initiée du fait d'une situation irrégulière au pôle enfance. Outre le caractère illégal de la fourniture des repas, il était nécessaire de traiter la question de l'inéquité de traitement vis-à-vis des autres agents qui ne bénéficiaient pas des repas. Le travail avait été initié avec une valeur faciale de 6 € par titre pour contre balancer les effets de la revalorisation de l'IFSE qui avait été mise en place.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

APPROUVE la mise en place du dispositif des titres restaurant pour les agents de la commune et du CCAS à compter du 1^{er} janvier 2024,

APPROUVE la demande de conventionnement avec le CDG 69 pour la prestation des titres restaurant et l'adhésion au contrat-cadre annexée à la présente délibération ainsi que ses avenants et tout document afférent,

PRECISE que les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la présente délibération seront imputées sur le budget de l'exercice 2024 au Chapitre 12 – Compte 6474,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document en lien avec la présente délibération.

2024-12-13/09 : Mise en place d'une tarification pour les repas pris par le personnel communal au restaurant scolaire

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre de la mise en place des titres restaurant, les agents relevant du service périscolaire entre autres ne peuvent bénéficier de ces titres considérant le fait que leur organisation du temps de travail ne le permet pas.

Considérant que dans le cadre des repas, deux types de situations peuvent constituer des avantages en nature :

- Lorsque l'agent bénéficie de la fourniture de repas à titre gratuit car, par ses fonctions et les nécessités de service, il est amené soit à prendre ses repas avec les personnes dont il a la charge éducative, sociale ou psychologique
- Et que sa présence, au moment des repas, résulte d'une obligation professionnelle qui figure soit dans le projet pédagogique et éducatif de l'établissement, soit dans un document contractuel (contrat de travail).

Or, les agents relevant du pôle enfance ne s'inscrivent pas dans cette démarche. Dans le cas où la fourniture de repas est proposée par un restaurant administratif, cela ne constitue pas un avantage en nature.

En effet, selon la circulaire du 1^{er} juin 2007, la fourniture de repas dans un restaurant administratif géré où subventionné par l'employeur, en contrepartie d'une participation du personnel, constitue un avantage en nature à raison de la différence entre le montant du forfait retenu pour l'avantage en nature « nourriture » et le montant de la participation personnelle de l'agent.

Ainsi, lorsque la participation de l'agent est au moins égale à la moitié du forfait (2,60 € au 1^{er} janvier 2023), alors la fourniture du repas n'est pas considérée comme un avantage en nature.

Ainsi, dans un souci d'équité, la commune leur propose de bénéficier des repas du restaurant scolaire avant leur prise de service du midi avec une participation de 50 % du prix forfaitaire fixé chaque année par les services de l'URSSAF.

Proposition	Valeur forfaitaire	50 % valeur forfaitaire assiette de cotisation	Prix payé par l'agent 50 % restant	Réintégration
	5.20 €	2.60 €	2.60 €	0

Pour les agents qui souhaiteront prendre leurs repas avant leur service, il leur sera facturé par le service finances de la Commune, le nombre de repas pris chaque mois suite à un état établi par le service des affaires scolaires.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 242-1 du Code de la Sécurité Sociale,

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

Monsieur PITOUT demande si l'évolution du prix des repas va induire une nouvelle délibération du conseil municipal.

Madame BALCE indique que la valeur forfaitaire est fixée par l'URSSAF et n'est donc pas liée au tarif appliqué par le prestataire de restauration.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

APPROUVE la mise en place de la tarification du repas pour le personnel communal et sa prise en charge à hauteur du 50 % du prix fixé

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ENFANCE - JEUNESSE

2024-12-13/10 : Accueil et départs échelonnés, restauration scolaire, études surveillées, gestion des retards et absences : fixation des tarifs

Arrivée de Madame BROYER à 21h05

Marie Claude Philippe, conseillère en charge des affaires scolaires, expose :

Vu la délibération 2023-06-28/16 fixant les tarifs des services mis en place par le pôle enfance jusqu'à fin décembre 2023,

La commission aux Affaires scolaires propose le maintien de la tarification actuelle du service de la cantine et une augmentation de 2% pour les services du périscolaire et des études surveillées concernant la période de janvier à juillet 2024.

Les tarifs seront les suivants :

Accueil et départ échelonnés :

Horaires	Maternelle				Elémentaire			
	8h00	7h30	7h00		8h00	7h30	7h00	
	8h30	8h30	8h30		8h30	8h30	8h30	
	16h30	16h30	16h30	16h30	16h30	16h30	16h30	16h30
	17h00	17h30	18h00	18h30	17h00	17h30	18h00	18h30
QF	0h30	1h	1h30	2h	0h30	1h	1h30	2h
≤ 300€	0,51 €	1,02 €	1,53 €	2,04 €	0,36 €	0,71 €	1,07 €	1,43 €
301 à 500€	0,61 €	1,22 €	1,84 €	2,45 €	0,46 €	0,92 €	1,38 €	1,84 €
501 à 700€	0,71 €	1,43 €	2,14 €	2,86 €	0,56 €	1,12 €	1,68 €	2,24 €
701 à 900 €	0,87 €	1,73 €	2,60 €	3,47 €	0,66 €	1,33 €	1,99 €	2,65 €
901 à 1250 €	1,07 €	2,14 €	3,21 €	4,28 €	0,82 €	1,63 €	2,45 €	3,26 €
≥ 1251 €	1,43 €	2,86 €	4,28 €	5,71 €	1,07 €	2,14 €	3,21 €	4,28 €
Hors commune	1,63 €	3,26 €	4,90 €	6,53 €	1,22 €	2,45 €	3,67 €	4,90 €

Tarification exceptionnelle pour la Sortie des « Associations » (16h30-17h00) : le minimum facturé sera de 30 min.

Restauration scolaire comprenant le temps de Repas et d'Animation Périscolaire :

QF	« Tarification Repas Cantine »	« Tarification temps méridien »	TOTAL
≤ 300€	0,50 €	0,50 €	1,00 €
301 à 500€	0,50 €	0,50 €	1,00 €
501 à 700€	3,00 €	0,60 €	3,60 €
701 à 900€	3,55 €	0,70 €	4,25 €
901 à 1250€	4,50 €	0,80 €	5,30 €
≥1251€	5,25 €	0,90 €	6,15 €
Hors communal	5,90 €	1,00 €	6,90 €
Repas adulte	6,90€	-	6,90 €

PAI QF	« Tarification Repas Cantine »	« Tarification temps méridien »	TOTAL
≤ 300€	0,50 €	0,50 €	1,00 €
301 à 500€	0,50 €	0,50 €	1,00 €
501 à 700€	0,65 €	0,60 €	1,25 €
701 à 900€	0,65 €	0,70 €	1,35 €
901 à 1250€	0,65 €	0,80 €	1,45 €
≥1251€	0,65 €	0,90 €	1,55 €

Etudes surveillées :

QF	1 fois par semaine
≤ 300€	1.28€/ séance
301 à 500€	1.48€/ séance
501 à 700€	1.68€/ séance
701 à 900€	1.84€/ séance
901 à 1250€	2.14€/ séance
≥1251€	2.65€/ séance
<u>Hors communal</u>	3.01€/ séance

Post-Etudes surveillées :

QF	1 fois par semaine
≤ 300€	0.71€ / séance
301 à 500€	0.92€/ séance
501 à 700€	1.12€/ séance
701 à 900€	1.28€/ séance
901 à 1250€	1.58€/ séance
≥1251€	2.09€/ séance
<u>Hors communal</u>	2.45€/ séance

Pénalité pour non-respect des délais de réservation :

Le règlement du Pôle enfance fixe la limite de réservation pour les services mis en place par le Pôle Enfance, selon les délais indiqués dans le tableau ci-dessous :

POUR UNE PRESENCE LE...	PREVENIR AU PLUS TARD LE... à 12h00 DERNIER DELAI
Lundi	Vendredi précédent à 12h00
Mardi	Lundi précédent à 12h00
Jeudi	Mercredi précédent à 12h00
Vendredi	Jeudi précédent à 12h00

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité sera appliquée, en sus du prix à payer. Elle est fixée à 5 € pour le restaurant scolaire et à 3 € pour le départ ou l'accueil échelonné.

Pénalités de retard :

Les familles qui viendraient chercher leur(s) enfant(s) après 18 h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis, se verront facturer une pénalité. Le tarif sera calculé de la sorte :

0 à 15 mn de retard	16 à 30 mn de retard	31 à 45 mn de retard	46 à 60 mn de retard
5 €	10 €	15€	20€

Absences :

En cas d'absences : le premier jour de cantine reste facturé mais une tolérance sera appliquée de non-facturation pour les services des accueils du matin et du soir. Au-delà du premier jour, les annulations de réservation restent à la charge du parent sur le portail citoyen. Aucun justificatif (certificat médical, par exemple) ne sera accepté.

Madame BRENIER rappelle que les tarifs n'avaient pas été augmentés pour tous les services au mois de septembre. La commission scolaire a choisi de ne pas augmenter le prix du repas malgré l'inflation et l'augmentation des prix. La commune ne pouvant toutefois pas tout porter, la commission recommande d'augmenter de 2 % les tarifs du périscolaire.

Monsieur ABAD indique qu'il faudra mesurer le coût pour la commune.

Madame TALEB demande s'il arrive que des personnes aient jusqu'à une heure de retard et s'interroge sur la pénalité associée.

Madame BRENIER confirme qu'il arrive que certains retards soient aussi importants. Les pénalités sont appliquées avec discernement. Elles sanctionnent surtout les retards obligeant les agents à rester au-delà de leur temps de travail.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

Vu la délibération n°2023-06-28/16,

APPROUVE la nouvelle grille des tarifs pour l'accueil et le départ échelonnés,

APPROUVE le maintien de la grille des tarifs pour la restauration scolaire,

APPROUVE le maintien du dispositif « Cantine à 1 euro » dans le cadre de la convention pluriannuelle passée entre l'état et la commune,

APPROUVE la nouvelle grille des tarifs pour les études surveillées,

APPROUVE le maintien de l'application d'une pénalité de retard pour non-respect de la procédure de réservation, et approuve ses modalités de calcul,

APPROUVE le maintien du montant des pénalités, en cas de retard après 18 h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis,

APPROUVE le maintien du fonctionnement de la gestion des absences.

ADOpte l'application de l'ensemble des dispositions de la tarification qui organise les activités du Pôle Enfance, pour la période de janvier à juillet 2024.

2024-12-13/11 : Convention pour la mise en place d'animation avec l'association AS Soucieu basket

Nicolas TRICCA, conseiller municipal délégué, expose :

La commune souhaitant mettre en place des activités thématiques culturels, éducatifs et sportifs sur le temps méridien de 11h30-13h30, propose la signature d'une convention de prestation de service afin de mobiliser des intervenants extérieurs dans le cadre d'un partenariat avec les associations locales.

L'association AS SOUCIEU BASKET souhaitant s'inscrire dans cette démarche, propose la participation d'un de ses intervenants, tous les vendredis de 11h30 à 14h00, en période scolaire du 01 janvier au 05 juillet 2024.

Le coût de l'intervention est de 14€ TTC de l'heure.

Afin de formaliser le partenariat avec l'association AS SOUCIEU BASKET, il convient de signer la présente convention.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale, notamment l'article L.5211-10,

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés :

ACCEPTE la mise en place de la présente convention de prestation de service et de ses conditions avec l'association « AS SOUCIEU BASKET »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente convention.

Madame CERRO s'étonne qu'il y ait encore une association de basket à Soucieu.

Monsieur TRICCA précise que l'association de Soucieu-en-Jarrest partenaire du club de Grézieu la Varenne. Les entraînements se partagent entre les deux communes.

Monsieur PITOUT indique que cette délibération vient en remplacement d'une décision prise en conseil avec un autre intervenant qui a finalement fait faux bond.

INTERCOMMUNALITÉ

2024-12-13/12 : Attribution d'une aide aux travaux d'amélioration de la performance énergétique dans le cadre du 3^{ème} programme local de l'habitat à Madame Simone DUMONT

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat et du programme de transition écologique, la Copamo a décidé de poursuivre son action relative à l'amélioration du parc privé avec la collaboration des communes du territoire.

Il s'agit notamment d'inciter, grâce à une aide technique et financière, les propriétaires occupants à revenu modeste ou très modeste à entreprendre des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

La Commune a approuvé un règlement d'attribution des aides financières lors du conseil municipal du 28 juin 2023.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 20% du montant des travaux, plafonné à 20 000 € HT, soit 4 000 € à Madame Simone DUMONT, propriétaire occupante de sa résidence principale située 126, montée Maréchaude à Soucieu-en-Jarrest, pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un montant subventionnable de 34 550 € HT.

Les travaux envisagés sont les suivants :

- Installation d'un chauffe-eau solaire.
- Remplacement des menuiseries.
- Isolation des combles.

Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune et permettent un gain énergétique de 42 %.

Les subventions pour le projet se décomposent comme suit :

- 17 995 € de l'Anah.
- 4 000 € de la commune de Soucieu-en-Jarrest
- 3 000 € de la COPAMO
- 500 € du Conseil Départemental.

Le conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays mornantais n°2023-011 du 24 janvier 2023 portant approbation du Programme Local de l'Habitat 2022-2028 du Pays mornantais,

Vu la délibération n° 2023-06-28/12 du Conseil Municipal du 28 juin 2023 portant approbation des règlements d'aides à l'amélioration de l'habitat privé dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays Mornantais,

Vu la demande déposée par Madame Simone DUMONT, relative au projet d'amélioration de la performance énergétique de sa résidence principale située 126, montée Maréchaude à Soucieu-en-Jarrest,

Vu la décision d'attribution de la COPAMO n° 505/23, en date du 7 novembre 2023,

Considérant les travaux envisagés :

- Installation d'un chauffe-eau solaire.
- Remplacement des menuiseries.
- Isolation des combles.

Considérant le montant des travaux subventionnables de 34 550 € HT,

Considérant que ces travaux rendent le projet éligible à la prime de performance énergétique prévu par la Commune,

Considérant que la commune de Soucieu-en-Jarrest attribue une aide de 20% du montant des travaux, plafonné à 20 000 € HT,

Considérant que cette demande répond aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune,

DECIDE l'attribution d'une subvention d'un montant de 4 000 € à Madame Simone DUMONT dans le cadre de travaux d'amélioration de la performance énergétique de sa résidence principale située à Soucieu-en-Jarrest,

AUTORISE le Maire à signer tous documents relatifs à l'attribution de cette subvention,

DIT que les crédits seront inscrits au Budget principal, compte 20422,

DIT que la présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification au bénéficiaire et de sa transmission au contrôle de légalité.

2024-12-13/13 : Attribution d'une aide aux travaux d'amélioration de la performance énergétique dans le cadre du 3^{ème} programme local de l'habitat à Madame Christine MAITREPIERRE

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat et du programme de transition écologique, la Copamo a décidé de poursuivre son action relative à l'amélioration du parc privé avec la collaboration des communes du territoire.

Il s'agit notamment d'inciter, grâce à une aide technique et financière, les propriétaires occupants à revenu modeste ou très modeste à entreprendre des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

La Commune a approuvé un règlement d'attribution des aides financières lors du conseil municipal du 28 juin 2023.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 20% du montant des travaux, plafonné à 20 000 € HT, soit 4 000 € à Madame Christine MAITREPIERRE, propriétaire occupante de sa résidence principale située 531 Chemin des Galotières à Soucieu-en-Jarrest, pour des travaux d'amélioration de la performance énergétique d'un montant subventionnable de 35 000 € HT.

Les travaux envisagés sont les suivants :

- Changement des menuiseries,
- Isolation thermique des murs par l'extérieur,
- Isolation thermique des combles,
- Remplacement de la VMC.

Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune et permettent un gain énergétique de 42 %.

Les subventions pour le projet se décomposent comme suit :

- 19 000 € de l'Anah.
- 4 000 € de la commune de Soucieu-en-Jarrest
- 6 833 € de la COPAMO
- 500 € du Conseil Départemental.

Le conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays mornantais n°2023-011 du 24 janvier 2023 portant approbation du Programme Local de l'Habitat 2022-2028 du Pays mornantais,

Vu la délibération n° 2023-06-28/12 du Conseil Municipal du 28 juin 2023 portant approbation des règlements d'aides à l'amélioration de l'habitat privé dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays Mornantais,

Vu la demande déposée par Madame Christine MAITREPIERRE, relative au projet d'amélioration de la performance énergétique de sa résidence principale située 531 Chemin des Galotières à Soucieu-en-Jarrest,

Vu la décision d'attribution de la COPAMO n° 504/23, en date du 6 novembre 2023,

Considérant les travaux envisagés :

- Changement des menuiseries,
- Isolation thermique des murs par l'extérieur,
- Isolation thermique des combles,
- Remplacement de la VMC.

Considérant le montant des travaux subventionnables de 35 000 € HT,

Considérant que ces travaux rendent le projet éligible à la prime de performance énergétique prévu par la Commune,

Considérant que la commune de Soucieu-en-Jarrest attribue une aide de 20% du montant des travaux, plafonné à 20 000 € HT,

Considérant que cette demande répond aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune,

DECIDE l'attribution d'une subvention d'un montant de 4 000 € à Madame Christine MAITREPIERRE dans le cadre de travaux d'amélioration de la performance énergétique de sa résidence principale située à Soucieu-en-Jarrest,

AUTORISE le Maire à signer tous documents relatifs à l'attribution de cette subvention,

DIT que les crédits seront inscrits au Budget principal, compte 20422,

DIT que la présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification au bénéficiaire et de sa transmission au contrôle de légalité.

QUESTIONS DIVERSES

Vœu du conseil municipal

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le projet de vœu ci-après :

« À Soucieu-en-Jarrest, des croix gammées ont été dessinées. Plusieurs familles de Jarréziens ont retrouvé leur façade souillée de ces symboles faisant l'apologie de la barbarie nazie.

Ils font écho à cette croix gammée gravée sur la porte du domicile d'une femme de confession juive poignardée à Lyon au début du mois dernier. Ces actes s'inscrivent dans un contexte : notre pays a connu autant d'actes antisémites en un mois qu'il n'en avait connus pendant ces deux dernières années.

Nous souhaitons dire notre rejet absolu de ces actes de bêtise et de haine. Ils visent directement la République dont le premier idéal consiste à considérer de la même façon tous les citoyens en faisant abstraction de leurs origines, leur religion, leur sexe, leurs opinions ou leurs orientations. En somme, ces actes nous visent tous, comme le disait le philosophe martiniquais Frantz Fanon : « quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous ».

Nous souhaitons aussi affirmer que nous savons le rôle qu'ont les communes dans ce combat. C'est en effet au travers de ses élus, de ses écoles ou encore de ses cérémonies mémorielles que vit la République. Voilà pourquoi nous commémorerons la journée nationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme le 21 mars prochain et veillerons à associer les écoles de la commune à travers le dispositif national de la semaine d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme. »

Madame BROYER indique qu'il y a des moyens simples de réagir, en effaçant rapidement les croix. Les vœux exprimés sont des fondamentaux. Elle demande si le CME ne pourrait pas être davantage impliqué dans ces questions.

Monsieur Malo TRICCA, auteur du texte soumis à amendement, indique que cette proposition s'adresse aussi bien aux conseils des aînés, des jeunes et des enfants afin qu'ils puissent travailler sur cette question.

Monsieur ABAD demande si les services techniques peuvent gérer l'effacement des graffitis.

Monsieur le Maire répond que les services techniques interviennent sur le domaine public et peuvent se rapprocher des propriétaires victimes des dégradations.

Monsieur ZERATHE insiste sur la nécessité que ce vœu soit partagé, dans le contexte politique international délicat que nous connaissons aujourd'hui.

Plan Communal de sauvegarde

Madame BACLE, Madame CHIRAT et Monsieur ABAD informent le conseil municipal de la nécessité d'organiser une commission générale au printemps afin de permettre à chacun de ses membres de se positionner dans le cadre du plan communal de sauvegarde. L'objectif est de pouvoir réaliser un test grandeur nature d'ici fin 2024.

Monsieur MAGNET interroge sur la complémentarité de ce plan avec celui mené par la Préfecture pour prévenir les risques industriels majeurs concernant la commune.

Madame CHIRAT répond par l'affirmative.

Monsieur ABAD souligne la nécessité d'impliquer un maximum de Jarréziens dans ce plan qui vise à les préserver d'un maximum de risques, qu'ils soient naturels ou technologiques. Il précise que la commune ira à la rencontre des professionnels et des commerçants pour les informer et les rendre acteurs du plan communal de sauvegarde.

8 décembre

Monsieur le Maire remercie tout le monde et notamment Monsieur BERRETTONI pour l'organisation du 8 décembre. Il remercie les nombreux élus qui ont participé et confirme la réussite de cette édition.

Salle Saint Jean

Madame BACLE précise qu'elle ne participera pas au débat, son mari étant intéressé au sujet. Elle demande à ce qu'il en soit fait mention au compte-rendu.

L'école privée Saint Julien porte un projet de construction de nouvelles salles de classe. En vue de son financement, elle envisage la vente de la parcelle cadastrée AB 247 qui accueille actuellement des classes de maternelle, la cour de l'école et la salle Saint Jean. Cette salle présente un intérêt patrimonial et historique pour la commune.

Des besoins de sécurisation des trajets et en termes d'espaces de restauration ont été remontés de la commission scolaire. La commune a également des besoins en termes d'équipements publics (associatifs notamment).

Le conseil municipal sera invité à débattre de l'opportunité d'acquisition de cette parcelle.

Madame PILLOT demande ce qu'un promoteur envisagerait de faire sur le tènement.

Monsieur le Maire indique que le projet consisterait en la démolition des bâtiments pour la construction de 22 logements.

Madame BROYER indique ne pas souhaiter débattre du sujet sans connaître précisément les éléments et les enjeux permettant d'éclairer la délibération. Elle s'étonne qu'une commission générale soit organisée pour le plan communal de sauvegarde, mais pas pour un sujet aussi important.

Monsieur Magnet rappelle les enjeux patrimoniaux, culturels et fonctionnels : la commune a la possibilité de sauver un élément de son patrimoine et de l'aménager pour répondre à des besoins réels (espace pour les associations, mise à disposition de nouvelles salles pour les activités scolaires et périscolaires, salle de spectacle adaptée...). Il s'agit de fixer les enjeux avant de parler des chiffres.

Monsieur le Maire précise que l'objet de ce point en conseil est d'introduire la problématique, pas de délibérer en vue d'une décision.

Madame BRENIER souligne que l'enjeu financier est toutefois majeur.

Monsieur PITOUT regrette qu'il n'y ait pas encore eu de débat autour de ce sujet important au regard de son intérêt pour la collectivité et de son caractère d'urgence.

Madame PILLOT demande les délais pour agir.

Monsieur le Maire indique que la commune n'a connaissance des informations précises relatives aux offres de promoteurs que depuis trois semaines. Ce conseil municipal était la première réunion permettant de mettre ce point à l'ordre du jour.

Monsieur PITOUT affirme que la commune avait connaissance de cette opportunité depuis plus longtemps, même si les offres ont été reçues plus récemment. Il précise que les montants financiers ne peuvent pas être annoncés et doivent rester privés.

Madame Dupré-Latour indique que beaucoup de patrimoine a déjà été perdu. Il conviendrait de mettre ce théâtre sur le même plan que l'église. Il ne faudrait pas laisser un nouvel immeuble remplacer cette pièce du patrimoine de la commune.

Madame Travier évoque d'une part des problèmes de fuites constatés sur les toits et d'autre part la capacité pour un promoteur à implanter 22 logements et les stationnements attachés dans une zone déjà très contrainte.

Madame CHIRAT revient sur les délais de décision courts, étant donné que l'école souhaite ouvrir ses nouvelles salles de classe en septembre 2025.

Monsieur CHATAIN souhaite que l'on s'interroge sur la capacité de la commune à acquérir réellement cette parcelle afin de ne pas faire de promesses à l'école privée qu'elle ne serait pas en capacité d'honorer. La commune doit être capable de prouver de manière vraiment motivée que cette acquisition est l'unique solution permettant de répondre à notre besoin d'équipements publics si la commune souhaite se porter acquéreur à un prix supérieur à celui fixé par les Domaines. La jurisprudence est fournie et rien ne garantit aujourd'hui que la Préfecture émettrait un avis favorable.

Monsieur le Maire propose d'organiser une commission générale pour ce sujet puisse être débattu. La date est fixée au 04 janvier 2024 à 20h00.

Séance levée à 22h09

A Soucieu-en-Jarrest,
Le 18 janvier 2024

Le secrétaire,
Gérard MAGNET

Le Maire,
Arnaud SAVOIE